

VEILLE RÉGLEMENTAIRE

Environnement

Fiche VRE.09

Gestion des déchets

Code de l'Environnement : Art. R. 541-8 et son Annexe II

Article R 541-42 à 48

Article R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement

Article R 543-74 du code de l'environnement

Article L.541-1 du code de l'environnement

Article L 541-24 du code de l'environnement

Article R.541-78

Ordonnance 2010-1579 du 17 décembre 2010 transposition de la directive déchets du 19 novembre 2008

Décret n° 2011-828 du 11 juillet 2011 portant diverses dispositions relatives à la prévention et à la gestion des déchets

Arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement modifié par article 5 de l'arrêté du 27 juillet 2012

Règlement n°1013-2006 du 14 juin 2006 modifié par règlement n°1234/2014 du 18 novembre 2014
Transfert des déchets

Arrêté du 18 août 2014 concernant l'approbation du plan national de prévention des déchets 2014-2020

Décret n°2014-928 du 19 août 2014 : Transposition de la directive européenne 2012/19/UE du 4 juillet 2012 relatif aux déchets d'équipements électriques et électroniques et aux équipements électriques et électroniques usagés

Règlement n°1357/2014 du 18 décembre 2014 Modifie l'annexe III de la directive 2008/98/EC et définit les " PROPRIÉTÉS QUI RENDENT LES DÉCHETS DANGEREUX "

HP1,HP2,HP3,HP4,HP5,HP6,HP7,HP8,HP9,HP10,HP11,HP12,HP13,HP14,HP15.

Décision communautaire n°2014/955/UE du 18 décembre 2014 Modifiant la décision 2000/532/CE établissant la liste des déchets, conformément à la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil

Décret du 23 décembre 2014 n°2014-1577 relatif à la signalétique commune des produits recyclables qui relèvent d'une consigne de tri

Décret du 10 mars 2016 n°2016-288 dit décret « 5 flux »

Décret du 30 Août 2016 n° 2016-1170 relatif aux modalités de mise en œuvre de la limitation des gobelets, verres et assiettes jetables en matière plastique

Arrêté du 18 juillet 2018 concernant le modèle de l'attestation « 5 flux »

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 22/08/2019

1/16

1. Définitions

Déchets : Est un déchet toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire. Article L 541-1-1 du Code de l'environnement. Est réputé abandon tout acte tendant, sous le couvert d'une cession à titre gratuit ou onéreux, à soustraire son auteur aux prescriptions législatives et réglementaires. Article L 541-3 du Code de l'environnement. On distingue les déchets essentiellement selon leur dangerosité (dangereux, non dangereux, inerte) et non plus selon leur origine (déchets ménagers, industriels, ...).

Autres définitions : Art. R. 541-8. Au sens du présent titre, on entend par :

- **Déchets dangereux** : tout déchet qui présente une ou plusieurs des propriétés de dangers énumérées à l'annexe I au présent article. Ils sont signalés par un astérisque dans la nomenclature des déchets figurant à l'annexe II au présent article ;
- **Déchets non dangereux** : ce sont les déchets qui ne présentent aucune des caractéristiques relatives à la "dangerosité" mentionnées dans l'annexe I de l'article R 541-8 du Code de l'environnement (toxique, explosif, corrosif, etc.). Ce sont les déchets "banals" des entreprises, commerçants et artisans (papiers, cartons, bois, textiles, etc.) et les déchets ménagers ;
- **Déchets inerte** : tout déchet qui ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas les matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine. Ce sont des solides minéraux qui ne subissent aucune transformation physique, chimique ou biologique importante : pavés, sables, gravats, tuiles, béton, ciment, carrelage. Ils proviennent des chantiers du bâtiment et des travaux publics, mais aussi des mines et des carrières ;
- **Biodéchets** : tout déchet non dangereux biodégradable de jardin ou de parc, tout déchet non dangereux alimentaire ou de cuisine issu notamment des ménages, des restaurants, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que tout déchet comparable provenant des établissements de production ou de transformation de denrées alimentaires ;
- **Déchets Dangereux Diffus (DDD)** : Auparavant dénommés Déchets Toxiques en Quantités Dispersées (DTQD), les DDD sont des déchets dangereux produits en petites quantités par les ménages, les commerçants ou les PME (garages, coiffeurs, laboratoires photo, imprimeries, laboratoires de recherche...). Ils ne sont pas soumis à une réglementation spécifique mais dépendent de la réglementation générale des déchets. Ainsi, ils doivent être traités avec les déchets dangereux. Le détenteur doit les faire éliminer ou valoriser dans des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :
 - o Solides non dangereux souillés (chiffons, cartons, etc...), piles, résidus de peinture ;
 - o Liquides : produits de coiffure, lessives et détergents, eau de javel, aérosols, huiles de vidange, huile de coupe, solvants, encres, etc ;
- **Déchets ultime** : Déchet résultant ou non du traitement d'un déchet, qui n'est pas susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux (art. L.541-1 du code de l'environnement). Les installations d'élimination des déchets par stockage ne sont autorisées à accueillir que des déchets ultimes. Le caractère ultime d'un déchet n'est

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

pas fonction des caractéristiques "physico-chimiques" du déchet mais s'apprécie en fonction du système global de collecte et de traitement. Article L 541-2-1 du Code de l'environnement. (Circulaire du 27 juin 2002 relative à l'échéance du 1er juillet 2002 sur les déchets, non publiée au JO) ;

- **Déchet ménager** : tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur est un ménage ;
- **Déchet d'activités économiques** : tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur initial n'est pas un ménage (Article R 541-8 du Code de l'environnement) ;
- **Les déchets d'origine commerciale ou artisanale** sont collectés par la commune si, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, ils peuvent être éliminés sans sujétions techniques particulières et sans risques pour les personnes ou l'environnement. Pour traiter ces déchets, les communes peuvent mettre en place une **redevance spéciale** (Art. R 2224-28 du Code général des collectivités territoriales et Art. L 2333-78 du Code général des collectivités territoriales). Les commerçants, les artisans, et les petites entreprises sont tenus de faire valoriser leurs déchets d'emballages. Cependant, en dessous d'un volume hebdomadaire de 1100 litres, ils peuvent les faire prendre en charge par la collectivité, si celle-ci les accepte (Art. R 543-67 du Code de l'environnement). Ces déchets d'emballage ne peuvent être déposés dans des installations de stockage recevant d'autres catégories de déchets (Art. R 541-7 à R 541-11 du Code de l'environnement). Ces déchets doivent être valorisés.
- **Sous-produit** : Un produit issu d'un processus de fabrication et qui trouve une destination directe peut, dans certaines conditions définies restrictivement, passer directement dans la catégorie « sous-produit » sans transiter par la case « déchets ». Les conditions générales sont définies à l'article L 541-4-3 :
 - o La substance ou l'objet est couramment utilisé à des fins spécifiques ;
 - o Il existe une demande pour une telle substance ou objet ou elle répond à un marché ;
 - o La substance ou l'objet remplit les exigences techniques aux fins spécifiques et respecte la législation et les normes applicables aux produits ;
 - o Son utilisation n'aura pas d'effets globaux nocifs pour l'environnement ou la santé humaine.

2. Classification

Les déchets sont classés en rubriques et portent un numéro à 6 chiffres, ainsi et par exemple :

Nature du déchet	Numéro de la rubrique	Descriptif de la catégorie
Boues terreuses	02 01 01	Boues provenant du lavage et du nettoyage
Déchets de pommes de terre	02 01 03	Déchets de tissus végétaux

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 22/08/2019

3/16

Gants, blouses, utilisé en production	15 02 03	Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection autres que ceux visés à la rubrique 15 02 02.
Gants, blouses, usagés utilisé en maintenance ou préparation mettant en œuvre des produits de nettoyage ou autres produits chimiques dangereux	15 02 02 *	Absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses.
Ferraille	02 01 10	Déchets métalliques
Huiles, lubrifiants, huiles de vidange	20 01 26*	Huiles et matières grasses autres qu'huiles et matières grasses alimentaires
Contenants du CIPC	15 01 10*	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus.
Emballages plastiques	15 01 02	Emballages en matières plastiques
Emballages bois	15 01 03	Emballages en bois
Emballages cartons	15 01 01	Emballages en papier/carton
Emballages d'encre et solvants usagés	15 01 10 *	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus.
Fluides frigorigènes	14 06 01*	Chlorofluorocarbones, HCFC, HFC

Nature du déchet	Numéro de la rubrique	Descriptif de la catégorie
Déchets d'équipements électriques et électroniques	16 02 14 ou 20 01 36	Equipements électriques et électroniques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21, 20 01 23 et 20 01 35
Tubes néons et ampoule spécifiques	20 01 21 *	Tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 22/08/2019

4/16

Piles et accumulateurs.	16 06 01*	Accumulateurs au plomb.
Piles et accumulateurs.	16 06 02*	Accumulateurs Ni-Cd.
Piles et accumulateurs.	16 06 03*	Piles contenant du mercure.
Piles et accumulateurs.	16 06 04	Piles alcalines (sauf rubrique 16 06 03).
Piles et accumulateurs.	16 06 05	Autres piles et accumulateurs.

(Source : Annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement)

Si le numéro de la rubrique est avec un astérisque, cela signifie que le déchet est classé comme déchet dangereux. Des précautions sont à prendre lors de leur élimination.

3. Les principales règles de gestion

Toute entreprise qui produit des déchets est tenue d'en assurer l'élimination conformément à la réglementation. Elle demeure responsable de ses déchets jusqu'à leur élimination finale (articles L 541-2 et L 541-22 du code de l'environnement).

La législation sur les déchets n'oblige pas le producteur de déchets à choisir une filière particulière de valorisation et n'interdit nullement les accords entre industriels (fournisseurs, prestataires de services, etc).

Le décret du 10 mars 2016 dit « 5 flux » prévoit de nouvelles mesures pour le tri et la collecte séparée par les producteurs ou détenteurs **de déchets de papier, de métal, de plastique, de verre et de bois**.

3.1 Hiérarchisation des modes de traitement

L'Ordonnance 2010-1579 du 17 décembre 2010 qui transpose la directive « déchets » du 19 novembre 2008 met en avant :

- Réduction à la source de la production de déchets en agissant sur les procédés de fabrication et sur la distribution des produits et les modes de consommation ;
- Tri des déchets ;
- Organisation du transport des déchets et de sa limitation en distance et en volume ;
- Valorisation des déchets par réemploi, recyclage et/ou valorisation matière ou énergétique ;
- Limitation du stockage définitif aux seuls déchets résiduels, ultimes ;
- Information du public ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 22/08/2019

5/16

- Traçabilité et transparence de l'ensemble de la filière d'élimination des déchets.

Cette ordonnance réaffirme les grands principes en matière de gestion des déchets qui sont :

- La réduction à la source ;
- La gestion et le transport dans de bonnes conditions pour la santé humaine et l'environnement ;
- La transparence de l'information ;
- Une hiérarchisation des modes de traitement (art L 541-1) :
 1. Réutilisation, réemploi ;
 2. Recyclage matière ;
 3. Valorisation énergétique ;
 4. Élimination.

Pour tous les déchets, la valorisation matière est à préférer à la valorisation énergétique, lorsque c'est économiquement et techniquement possible (Articles R 543-66 à R 543-74 du Code de l'environnement).

Les DD (Déchets dangereux) ne doivent pas être mélangés aux DND (Déchets Non Dangereux) mais doivent être traités séparément, dans des filières appropriées. Par conséquent, ils ne doivent pas être confiés au service de collecte communal (Article L 541-24 du Code de l'environnement).

Les emballages « navette » ou « consignes » sont à privilégier (par exemple les cartouches d'encre vides retournées au fournisseur pour une nouvelle utilisation), tant qu'ils sont repris par leur propriétaire et réutilisés pour un usage identique à celui pour lequel ils ont été conçus.

Le détenteur des déchets d'emballages ne doit pas mélanger les emballages usagés à d'autres déchets de son activité qui ne peuvent être valorisés selon la ou les mêmes voies. Néanmoins l'artisan, le commerçant, la société de services, la petite entreprise qui produisent un volume hebdomadaire de déchets d'emballage inférieur à 1100 litres, peuvent utiliser les circuits de collecte des collectivités locales.

Il est interdit de brûler à l'air libre ses déchets.

3.2 Méthode de gestion

3.2.1 Trier

Le tri des papiers de bureau est obligatoire :

- Au 1^{er} juillet 2016 pour toutes les administrations et pour les autres entreprises >100 personnes ;
- Au 1^{er} juillet 2017 pour les entreprises >50 personnes ;
- Au 1^{er} juillet 2018 pour les entreprises >20 personnes.

Organiser le stockage en interne :

- regrouper les déchets relevant d'une même filière de traitement ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 22/08/2019

6/16

- adapter les capacités de stockage interne en fonction des quantités produites ;
- équiper tous les stockages de rétention ;
- éviter les mélanges impropres.

Exemples de mélanges à éviter :

- huiles entières / huiles solubles / solvants (chlorés ou non) ;
- huiles solubles en émulsion / huiles solubles en solution ;
- solvants chlorés / solvants non chlorés ;
- déchets minéraux / déchets organiques ;
- déchets cyanurés avec tout autre déchet ;
- déchets contenant des PCB* avec tout autre déchet ;
- et bien sûr, tout déchet dangereux avec des déchets banals.

Les déchets de papier, de carton, de métal, de plastique, de verre et de bois peuvent être collectés auprès du producteur, triés à la source soit par flux (un seul des 5 flux, voire plus finement) soit en mélange de deux flux ou plus, dès lors que cette collecte les dissocie des autres déchets.

3.2.2 Stocker

Dans la mesure du possible, toujours stocker les conteneurs de déchets dans un endroit abrité (l'eau mélangée aux déchets alourdit la benne et risque d'augmenter le coût de la collecte et du traitement lorsqu'elle est facturée au poids).

Placer les conteneurs sur rétention afin d'éviter une contamination du sol et des nappes souterraines et dans une aire clôturée pour limiter le risque d'intrusion.

3.2.3 Transporter et faire traiter les déchets

Pour tout chargement supérieur à 500 kg de déchets banals ou 100 kg de déchets dangereux, vous avez l'obligation de faire appel à un transporteur déclaré en préfecture (Art. 541-50 du code de l'environnement).

Sont exemptés de cette obligation de déclaration :

- Les entreprises qui transportent les déchets qu'elles produisent et qui sont soumises aux dispositions législatives du titre Ier du présent livre ;
- Les entreprises effectuant uniquement la collecte « de déchets ménagers » pour le compte de collectivités publiques ;
- Les entreprises qui transportent par route des terres non souillées, des déchets de briques, de béton, de tuiles, de céramiques et d'autres matériaux de démolition propres et triés, des gravats et des pierres ;
- Les ramasseurs d'huiles usagées agréés en application des articles R. 543-3 à R. 543-15 ;
- « Les entreprises effectuant la livraison de produits et équipements neufs qui reprennent auprès des consommateurs finaux les déchets similaires à ces produits et équipements, y compris leurs emballages, dans le cadre de leur activité de distribution. ».

Pour vous assurer que le collecteur auquel vous faites appel a bien déclaré son activité en préfecture, vous pouvez demander :

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

- le récépissé de déclaration en préfecture au titre du transport par route de déchets dangereux / non dangereux ;
- et/ou le récépissé de déclaration au titre du négoce et du courtage de déchets dangereux / non dangereux.

« Les producteurs ou détenteurs de déchets sont tenus d'assurer ou de faire assurer leur élimination dans le respect de la réglementation et dans des conditions propres à éviter tout effet nocif sur l'environnement » Article L 541-2 du Code de l'environnement.

Vous devez par conséquent faire traiter vos déchets dangereux dans une installation d'élimination de déchets soumise à la réglementation des installations classées pour l'environnement.

Il est recommandé de faire mentionner dans le contrat ou sur le bon de commande destiné au collecteur que les déchets collectés doivent être dirigés vers des installations de traitement ou de valorisation appropriées.

Il est recommandé de disposer des arrêtés d'autorisation des installations de traitement final de vos déchets.

3.2.4 Information du public

Le producteur, le collecteur ou l'organisme qui traite les déchets est tenu d'assurer l'information du public sur les effets pour l'environnement et la santé publique des opérations de production et de gestion des déchets, sous réserve des règles de confidentialité prévues par la loi, ainsi que sur les mesures destinées à en prévenir ou à en compenser les effets préjudiciables.

3.3 Traçabilité du déchet

La transparence sur les filières d'élimination des déchets est exigée par la réglementation. Cette transparence se traduit par :

❖ Les bordereaux de suivi de déchets dangereux

La mise en œuvre du Bordereau de Suivi De Déchets (BSDD), ce bordereau de suivi de déchet est obligatoire pour l'enlèvement de tout déchet dangereux.

Pour les déchets non dangereux, le BSDD peut prendre la forme d'un bon de livraison ou tout autre forme permettant de suivre et d'identifier le déchet. Le BSDD peut également être utilisé par défaut. Le BSDD peut être appelé également BSD.

❖ L'obligation de registre

Tout producteur de déchet non dangereux et dangereux doit tenir à jour un registre des déchets (Arrêté du 29 février 2012).

❖ Pour les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets :

Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

- La date de l'expédition du déchet ;
- La nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- La quantité du déchet sortant ;
- Le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- Le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- Le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- Le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement susvisé (cas de transfert de déchets transfrontaliers) ;
- Le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;
- La qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

❖ **Durée de conservation**

Les registres visés au présent arrêté sont conservés pendant au moins trois ans et sont tenus à la disposition des autorités compétentes.

Il n'existe pas de modèle type. Le registre peut être tenu sur un support papier ou informatique.

❖ **Attestation 5 flux**

L'arrêté du 18 juillet 2018 donne le modèle de l'attestation remise par le prestataire au producteur ou au détenteur des déchets visés par le décret " 5 flux " : papier, métal, plastique, verre et bois, cette obligation est entrée en application au 1^{er} janvier 2019.

3.4 La sortie « de statut de déchet »

La sortie « du statut de déchet » est prévue expressément par l'article L 541-4-3 : un déchet sort du statut de déchet dès lors qu'il a été valorisé dans une installation autorisée et si les conditions suivantes sont remplies cumulativement :

1. La substance ou l'objet est couramment utilisé à des fins spécifiques ;
2. Il existe une demande pour une telle substance ou objet ou elle répond à un marché ;
3. La substance ou l'objet remplit les exigences techniques aux fins spécifiques et respecte la législation et les normes applicables aux produits ;
4. Son utilisation n'aura pas d'effets globaux nocifs pour l'environnement ou la santé humaine.

Les produits peuvent devenir des déchets et des déchets peuvent devenir des produits, si certaines conditions définies réglementairement sont remplies. Cette distinction entre produit et déchet permet de déterminer la réglementation applicable.

L'ordonnance n°2010-1579 du 17 décembre 2010 a, au sein du Code de l'environnement, définit la notion de sous-produit et introduit la possibilité pour un déchet de sortir du statut de déchet et de redevenir un produit. Un décret du 30 avril 2012 a fixé les modalités d'application du régime de sortie de statut de déchets (Articles L 541-4-2 et L 541-4-3 du Code de l'environnement).

La distinction entre un produit et un déchet permet notamment de déterminer la réglementation applicable. Ainsi, un déchet qui devient un produit se verra appliquer la réglementation de ce même produit.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Exemple : la réglementation REACH sur les substances chimiques ne s'applique pas aux déchets mais s'applique aux produits.

La perte du statut de déchet

Certains déchets peuvent ainsi cesser d'être des déchets lorsqu'ils ont subi une opération de valorisation ou de recyclage et s'ils répondent à des critères spécifiques. Ces critères peuvent être définis au niveau de l'Union européenne ou à défaut par les états membres au cas par cas. Les Etats membres doivent dans ce dernier cas notifier leur décision de définir des critères à la Commission (Article 6 de la directive 2008/98 du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives, JOUE du 22 nov. 2008).

Les déchets concernés

La perte de la qualité de déchet ne peut pas concerner tous les flux de déchets. L'arrêté du 11 décembre 2018 donne en annexe la liste des déchets pouvant bénéficier de cette procédure.

Notamment figurent les déchets suivants :

- Les cartouches d'encre et toner d'impression ;
- Les pneus ;
- Les textiles ;
- Les éléments d'ameublement ;
- ...

3.5 Obligation de tri et de valorisation organique des biodéchets

Art. R. 543-226. - Les producteurs ou détenteurs d'une quantité importante de déchets composés majoritairement de biodéchets tels que définis à l'article R. 541-8 autres que les déchets d'huiles alimentaires sont tenus d'en assurer le tri à la source en vue de leur valorisation organique.

Les producteurs ou détenteurs d'une quantité importante de déchets d'huiles alimentaires sont tenus d'en assurer le tri à la source en vue de leur valorisation. La valorisation de ces déchets peut être effectuée directement par leur producteur ou leur détenteur ou être confiée à un tiers, après une collecte séparée lorsque la valorisation n'est pas effectuée sur le site de production.

Lorsque les biodéchets sont conditionnés, ils peuvent être collectés dans leur contenant. Les biodéchets peuvent également être collectés en mélange avec des déchets organiques non synthétiques pouvant faire l'objet d'une même opération de valorisation organique.

Art. R. 543-227. Cette obligation ne s'applique pas :

- Aux sous-produits animaux des catégories 1 et 2 au sens du règlement 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine ;
- Aux biodéchets contenant une fraction crue de viande ou de poisson gérés en conformité avec le règlement communautaire mentionné ci-dessus ;
- Aux biodéchets liquides autres que les huiles alimentaires ;
- Aux déchets de taille ou d'élagage de végétaux lorsqu'ils font l'objet d'une valorisation énergétique.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

3.6 Obligation de caractérisation des déchets et étiquetage

L'obligation est faite aux producteurs de déchets de caractériser leurs déchets ainsi que d'emballer et d'étiqueter les déchets dangereux.

La directive 2008/98/CE dite « directive cadre » dispose que la classification de déchets comme déchets dangereux devrait se fonder, entre autres, sur la législation de l'Union relative aux produits chimiques, notamment en ce qui concerne la classification de préparations comme préparations dangereuses, y compris les valeurs de concentration limites utilisées à cet effet. Il est en outre nécessaire de maintenir le système qui a permis la classification des déchets et des déchets dangereux conformément à la liste de déchets établie en dernier lieu par la décision 2000/532/CE de la Commission, afin d'encourager une classification harmonisée des déchets et de garantir la détermination harmonisée des déchets dangereux au sein de l'Union.

Dans le respect de cette directive, le règlement CE 1357/2014 du 18 décembre 2014 vient par conséquent mettre à jour les critères de classement des déchets dangereux en prenant en compte la mise en place effective du Règlement CE 1272/2008 dit Règlement CLP. Il remplace à cet effet l'annexe III de la directive cadre et abroge un certain nombre de directives comme la directive 67/548/CE qui définissait un certain nombre de critères pour les propriétés dangereuses H4, H5, H6, H7, H8, H10, H11 et H14, ou encore la directive 1999/45/CE où figuraient certaines valeurs limites.

Il est applicable au 1^{er} juin 2015.

Il redéfinit les propriétés de dangers des déchets à partir :

- Des classes de catégories de danger ;
- Et des codes des mentions de dangers relatifs aux constituants des déchets.

Par conséquent, les propriétés dangereuses H 1 à H 15 définies à l'annexe III de la directive 2008/98/CE sont renommées HP 1 à HP 15 afin d'éviter tout risque de confusion avec les codes des mentions de danger définies par le règlement (CE) n° 1272/2008

HP1 : Explosif

HP2 : Comburant

HP3 : Inflammable

HP4 : Irritant – irritation cutanée et lésions oculaires

HP5 : Toxicité spécifique pour un organe cible (STOT)/ toxicité par aspiration

HP6 : Toxicité aiguë

HP7 : Cancérogène

HP8 : Corrosif

HP9 : Infectieux

HP10 : Toxique pour la reproduction

HP11 : Mutagène

HP12 : Dégagement d'un gaz à toxicité aiguë

HP13 : Sensibilisant

HP14 : Écotoxique

HP 15 : Déchet capable de présenter une des propriétés dangereuses susmentionnées que ne présente pas le déchet d'origine

Ce règlement impose également de réaliser une étude supplémentaire afin de disposer d'informations exhaustives et suffisamment représentatives sur les incidences possibles d'une mise en adéquation de la propriété dangereuse HP 14 « écotoxique » avec le règlement (CE) n° 1272/2008

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 22/08/2019

11/16

La décision de la Commission européenne du 18 décembre 2014 actualise quant à elle la liste des déchets dangereux fixée par la décision 2000/532, conformément à la directive cadre sur les déchets.

La nouvelle liste prend en compte le règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, dit « règlement CLP », qui est entré en application au 1^{er} juin 2015.

La décision harmonise la terminologie employée avec celle utilisée dans ce règlement. Elle renvoie au règlement 440/2008 ou à d'autres méthodes d'essai et lignes directrices reconnues au niveau international lorsque les propriétés dangereuses sont établies après réalisation d'un essai.

Les propriétés qui rendent les déchets dangereux sont définies avec précision dans l'annexe III de cette directive.

Tout déchet doit être étiqueté et comporter sa nature, son numéro CED, ses caractéristiques, le ou les pictogramme(s) de la nature du risque et les conseils de prudence associés.

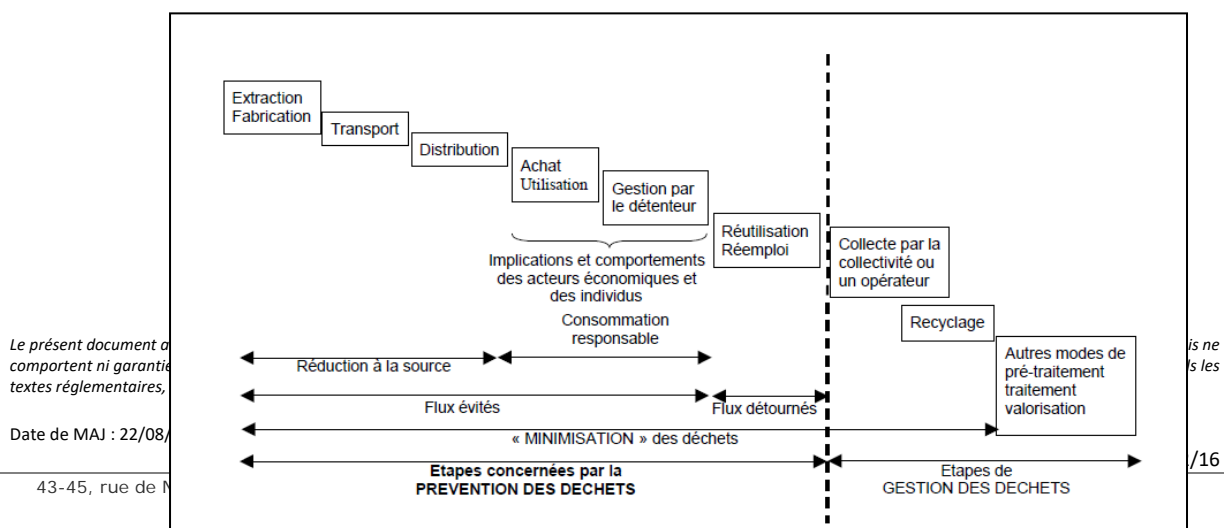
Exemple : sables souillés



4. Prévention des déchets

La prévention consistera à rechercher l'amélioration des comportements des particuliers, des collectivités ou des entreprises, que ce soit au niveau de la production (éco-conception) que de la consommation (achat, utilisation, gestion domestique).

Voir ci-dessous : Schéma distinguant la prévention et le traitement



PNPD 2014-2020 : Programme National de Prévention des Déchets 2014-2020

Issu de l'application de la directive-cadre sur les déchets de 2008, qui prévoit que chaque État membre de l'Union européenne élabore et mette en œuvre une planification nationale relative à la prévention des déchets. Un travail de concertation a été réalisé en 2012 et 2013, dans le cadre du « groupe de travail prévention » du Conseil national des déchets.

Ce programme fixe des objectifs quantifiés, visant à découpler la production de déchets de la croissance économique. Le programme prévoit ainsi :

- Une nouvelle diminution de 7 % de la production de déchets ménagers et assimilés (DMA, c'est-à-dire l'ensemble des déchets collectés par les collectivités territoriales) par habitant en 2020 par rapport au niveau de 2010 ;
- Au minimum une stabilisation de la production de déchets issus des activités économiques (DAE) et du BTP d'ici à 2020.

Pour consultation, suivre le lien : https://www.ecologie-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/Programme_national_prevention_dechets_2014-2020.pdf

5. Déchets d'équipements électriques et électroniques

La réglementation relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) a fait l'objet d'une refonte, en 2012, avec l'adoption de la directive 2012/19/UE». Les États membres avaient jusqu'au 14 février 2014 pour la transposer. C'est désormais chose faite en France, avec quelques mois de retard. En effet, un **décret du 19 août 2014 vient modifier les articles R. 543-172 à R. 543-206-4 du code de l'environnement** afin d'assurer la transposition de cette directive.

La loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire avait déjà entamé la réforme en modifiant l'article L. 541-10-2 du code de l'environnement (Filières REP : harmonisation et nouvelles règles)

Extension du périmètre des EEE concernés

Depuis le 15 août 2018, tous les EEE seront concernés et seront classés dans **sept catégories** :

1. Équipement d'échange thermique ;
2. Écrans, moniteurs et équipements comprenant des écrans d'une surface supérieure à 100 cm² ;
3. Lampes ;
4. Gros équipements ;
5. Petits équipements ;
6. Petits équipements informatiques et de télécommunications ;
7. Panneaux photovoltaïques (art. R. 543-172).

Certains équipements limitativement énumérés seront toutefois exclus. Il s'agit, par exemple, des ampoules à filament, des équipements destinés à être envoyés dans l'espace, des grosses installations fixes, des moyens de transport de personnes ou de marchandises, à l'exception des véhicules électriques à deux roues qui ne sont pas homologués, etc (art. R. 543-172-1).

Les déchets provenant d'équipements électriques et électroniques qui sont susceptibles d'être utilisés à la fois par les ménages et par des utilisateurs autres que les ménages sont considérés comme étant des DEEE ménagers (art. R. 543-173).

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

La notion de producteur est redéfinie. En outre, un producteur d'EEE non établi en France peut assurer les obligations qui lui incombent en désignant un mandataire en France qui sera chargé d'assumer ces obligations (art. R. 543-174 et R. 543-175).

Encourager la collecte des DEEE

Pour chaque catégorie et sous-catégorie d'équipements qu'ils mettent sur le marché, les producteurs doivent pourvoir ou contribuer à la collecte des DEEE ménagers au prorata des équipements qu'ils mettent sur le marché :

- soit en mettant en place un système individuel de collecte séparée des déchets ;
- soit en participant à un système collectif de collecte séparée mis en place par un éco-organisme agréé dans les conditions définies aux articles R. 543-189 et R. 543-190 et, le cas échéant, en complétant cette collecte en versant, par l'intermédiaire de cet éco-organisme, une contribution financière à un organisme coordonnateur agréé dans les conditions définies aux articles R. 543-182 et R. 543-183 (art. R. 543-181).

Des objectifs de collecte renforcés

A partir de 2016, le taux de collecte national minimal est fixé à 45 % et calculé sur la base du poids total de DEEE collectés au cours d'une année donnée et exprimé en pourcentage du poids moyen des EEE mis sur le marché au cours des trois années précédentes.

A partir de 2019, le taux de collecte national minimal à atteindre annuellement est de 65 % du poids moyen d'EEE mis sur le marché français au cours des trois années précédentes, ou de 85 % des DEEE, en poids (art. R. 543-172-2).

Remarque : lors de leur conception, les producteurs d'EEE devront penser à leur réemploi et leur réutilisation (art. R. 543-176).

L'obligation de reprise gratuite

En cas de vente d'un EEE ménager, le distributeur reprend gratuitement ou fait reprendre gratuitement pour son compte les équipements usagés dont le consommateur se défait, dans la limite de la quantité et du type d'équipement vendu. C'est l'actuel système de reprise dit du «un pour un». Cette obligation est étendue en cas de vente à distance.

La loi relative à l'économie sociale et solidaire (ESS) soumet également les distributeurs à une obligation de reprise gratuite des équipements électriques et électroniques usagés sans obligation d'achat. C'est l'obligation de reprise «un pour zéro» (art. L. 541-10-2). L'article R. 543-180 pose certaines conditions. Le distributeur reprend gratuitement sans obligation d'achat les équipements de très petite dimension (dont toutes les dimensions extérieures sont inférieures à 25 cm) s'il dispose d'une surface de vente consacrée aux équipements électriques et électroniques d'au moins 400 m².

Enlèvement et traitement des DEEE professionnels

Les producteurs d'EEE professionnels sont tenus d'enlever ou de faire enlever, puis de traiter ou de faire traiter à leurs frais les déchets issus des équipements professionnels qu'ils ont mis sur le marché après le 13 août 2005 ainsi que les déchets issus des équipements professionnels mis sur le marché jusqu'à cette date lorsqu'ils les remplacent par des équipements équivalents ou assurant la même fonction (art. R. 543-195).

Les producteurs d'EEE professionnels s'acquittent de ces obligations soit en adhérant à un éco-organisme agréé, soit en mettant en place un système individuel et en fournissant une attestation. Les obligations auxquelles doivent répondre les producteurs ayant fait le choix du système individuel sont renforcées (art. R. 543-196 et R. 543-197-1). L'article R. 543-198 qui prévoyait la possibilité pour un producteur d'équipement professionnel de transférer sa responsabilité vers l'utilisateur dans le cadre d'une vente directe est abrogé.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

6. Signalétique commune des produits recyclables

Selon le décret du 23 décembre 2014 une signalétique commune des produits recyclables qui relèvent d'une consigne de tri est demandée.

En application du second alinéa de l'article L. 541-10-5 du code de l'environnement, la mise en œuvre d'une signalétique commune doit en effet permettre une importante simplification du geste de tri du citoyen et contribuer à l'augmentation des performances des collectes séparées et du recyclage. Ce qui découle de l'engagement 255 du Grenelle de l'environnement et s'inscrit dans un cadre plus large d'augmentation du recyclage.

Cette règle s'applique à tout metteur sur le marché de produits pouvant faire l'objet d'un recyclage de manière effective au vu des conditions technico-économiques du moment, soumis à un dispositif de responsabilité élargie des producteurs, informe le consommateur par une signalétique commune que ceux-ci relèvent d'une consigne de tri (Art. R. 541-12-17).

Ces dispositions sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2015.

Pictogramme mentionné au III de l'article R. 541-12-18 : le logo dit « Triman »



La nouvelle signalétique du tri :
Harmonisé au niveau national, ce visuel est plus aisé à comprendre et facile à repérer.
Un message peut accompagner la signalétique Triman imposée par le décret.



Pour en savoir plus :

Eco-Emballages répond à vos questions sur les conditions d'apposition de cette mention sur les seuls emballages ménagers. Pour tout élément complémentaire ou toute information technique relative au Triman, les documents de référence sont le Décret d'application no 2014-1577 du 23 décembre 2014 relatif à la signalétique commune des produits recyclables qui relèvent d'une consigne de tri, codifié aux articles R541-12-17 et R541-12-18 au Code de l'environnement et les recommandations du Guide d'utilisation détaillé développé par l'ADEME.

7. Interdiction des déchets jetables en matière plastique

A partir du 1^{er} janvier 2020, la mise à disposition des gobelets, verres et assiettes jetables en matière plastique, à l'exception de ceux compostables en compostage domestique et constitués, pour tout ou partie, de matières biosourcées est interdite. Le décret du 30 Aout 2016 précise, à ce titre, les modalités d'application du III de l'article L. 541-10-5 du code de l'environnement et en particulier la

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

définition et les caractéristiques des gobelets, verres et assiettes jetables en matière plastique, des gobelets, verres et assiettes de cuisine pour la table, des gobelets, verres et assiettes compostables en compostage domestique, ainsi que la composition attendue des gobelets, verres et assiettes dits « biosourcés ».

La teneur biosourcée minimale des gobelets, verres et assiettes jetables de cuisine pour la table en matière plastique est de : 50 % à partir du 1^{er} janvier 2020 et 60 % à partir du 1^{er} janvier 2025.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 22/08/2019

16/16